

## LE POINT SUR L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT CANADIENNE

### L'aide du Canada fait un pas en avant, un pas en arrière

**Octobre 2016**

**Résumé :** Le présent rapport fait état des dépenses que le Canada consacre à l'aide d'après deux indicateurs : l'enveloppe d'aide internationale (EAI) et l'aide publique au développement (APD). L'EAI canadienne continue de stagner. Bien que l'aide canadienne ou l'APD soit passée de 4,86 milliards de dollars en 2013-2014 à 5,69 milliards en 2014-2015, il s'agissait d'une augmentation ponctuelle. En 2015-2016, l'aide canadienne a diminué de nouveau à 5,1 milliards de dollars approximativement. Le présent rapport analyse donc ces chiffres et fait ressortir la nécessité de hausses réelles et prévisibles de l'aide canadienne.

#### **L'enveloppe d'aide internationale reste inchangée**

Dans son budget 2012, le gouvernement avait annoncé que l'enveloppe d'aide internationale (EAI)<sup>i</sup> – la base budgétaire de l'aide canadienne allouée à la réduction de la pauvreté – serait amputée de plus de 350 millions de dollars, passant de 5 milliards en 2011-2012 à quelque 4,6 milliards en 2014-2015. Une analyse réalisée par le CCCI des allocations de l'aide entre 2011-2012 et 2015-2016 indique que les dépenses tirées de l'EAI (pendant quatre années sur cinq) n'ont pas seulement diminué, mais ont été bien en deçà de l'EAI projetée, plongeant à 4,4 milliards de dollars (voir le tableau ci-dessous)<sup>ii</sup>; cette situation est probablement attribuable aux fonds inutilisés remis au Trésor<sup>iii</sup>. Bien que le gouvernement ait annoncé dans son dernier budget des augmentations marginales à l'EAI de 256 millions de dollars en 2016-2017 et 2017-2018, il n'a pas précisé ce qui est à la base de ces augmentations. Le montant est estimé à 4,6 milliards de dollars. Le gouvernement n'a en fait fourni aucun chiffre publiquement concernant les montants courants et futurs alloués à l'EAI depuis 2012.

Année financière	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Enveloppe d'aide internationale prévue dans le budget de 2012	5 000 \$	4 819,3 \$	4 757,9 \$	4 622,4 \$	4 622,4 \$
Enveloppe d'aide internationale courante	4,981 \$	4,646 \$	4,392 \$	5,163 \$	4,545 \$

**Source :** Rapport statistique sur l'aide internationale de 2011-2012 à 2014-2015. Rapport au Parlement sur l'aide au développement officielle du gouvernement du Canada – 2015-2016.

#### **L'aide publique au développement – un pas en avant, un pas en arrière**

Comme l'EAI, l'aide publique au développement (APD) canadienne est en chute libre depuis 2011-2012;

## LE POINT SUR L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT CANADIENNE

alors qu'elle a atteint cette année-là un sommet de 5,1 milliards de dollars, elle n'était plus que de 4,84 milliards en 2013-2014. L'aide canadienne semblait se rétablir en 2014-2015, atteignant 5,7 milliards de dollars. Or, cette hausse s'explique par deux facteurs : un prêt de faveur ponctuel de 400 millions de dollars consenti à l'Ukraine, et un versement en double de 441,6 millions de dollars à l'Association internationale de développement (AID) de la Banque mondiale, qui s'est produit en raison d'un changement technique au mode de paiement. Il n'est peut-être pas surprenant que l'APD canadienne, estimée à 5,1 milliards en 2015-2016, ait encore diminué par rapport à l'année précédente.<sup>iv</sup> Qui plus est, rappelons que malgré cette hausse, l'EAI demeure bien en deçà de celle de 2011.

Cette tendance aux hausses **apparentes** de l'APD canadienne devrait par ailleurs se poursuivre dans les prochaines années. Si l'appui gouvernemental à l'intégration de 25 000 réfugiés syriens est une excellente nouvelle, les montants versés en territoire canadien se sont traduits par une hausse de l'APD canadienne estimée à 400 millions de dollars en 2015-2016. N'étant pas imputé à l'EAI, le coût de réinstallation des réfugiés compte habituellement chaque année pour 260 millions de dollars d'APD. (En vertu des règles établies par le Comité d'aide au développement de l'OCDE, ces sommes sont considérées comme de l'APD.) Cet engagement ponctuel entraînera encore une fois une hausse trompeuse de l'APD canadienne, car cette hausse ne s'accompagnera pas d'une augmentation proportionnée de l'EAI<sup>v</sup>.

Par ailleurs, le gouvernement n'a toujours pas précisé si les 2,65 milliards de dollars qu'il a récemment alloués à la lutte contre les changements climatiques proviendront de l'EAI actuelle, ou s'il s'agira de fonds nouveaux et supplémentaires.

Année financière	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
<b>APD réelle (millions)</b>	5 490 \$	5 509 \$	5 302 \$	4 836 \$	5 684 \$	5 106 \$
<b>Revenu national brut (RNB)</b>	1 655 542 \$	1 753 300 \$	1 801 471 \$	1 881 900 \$	1 950 539 \$	1 962 223 \$
<b>APD en pourcentage du RNB</b>	0,33	0,31	0,30	0,26	0,29	0,26

*Chiffres en millions de dollars CA. Le RNB se fonde sur des données non désaisonnalisées, « Revenu national brut aux prix du marché », [tableau 380-0083 de CANSIM](#). Le RNB est estimé par exercice financier en calculant la moyenne de l'augmentation pour les T2, T3 et T4 pour la première année avec le T1 de l'année suivante.*

\* \* \*

Comme le budget d'aide fluctuera dans les prochaines années en raison des hausses ponctuelles découlant de l'arrivée massive de réfugiés et d'autres événements du genre, la meilleure façon d'améliorer la prévisibilité de l'aide consiste à augmenter annuellement l'EAI, de sorte que d'ici dix ans, l'APD représente 0,7 % du RNB.

---

<sup>i</sup> L'EAI est constituée par les allocations budgétaires du gouvernement destinées aux programmes d'aide internationale. Sont comprises les allocations à Affaires mondiales Canada, au ministère des Finances, au Centre de recherches pour le développement international et à d'autres ministères. Ce ne sont toutefois pas toutes les allocations de l'EAI qui sont considérées comme de l'APD. N'entrent pas dans le calcul de l'APD, notamment, les décaissements pour la paix et la sécurité (mise hors service des ogives nucléaires dans l'ancienne Union soviétique, programmes de sécurité dans des pays non admissibles à l'APD). Ces cinq dernières années, les décaissements ne constituant pas de l'APD ont représenté en moyenne 3,3 % de l'EAI. Par ailleurs, cette enveloppe ne comporte pas tous les postes qui entrent dans le calcul de l'APD, par exemple ceux qui se rapportent à d'autres dépenses de l'État (coûts engagés la première année pour le soutien des réfugiés provenant de pays en développement), sont non budgétaires (annulation de la dette bilatérale) ou représentent des valeurs imputées (résidents des pays en

## LE POINT SUR L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT CANADIENNE

---

---

développement étudiant au Canada). Ainsi, l'APD canadienne totale comprend : les postes budgétaires de l'EAI qui y sont admissibles moins les postes de l'EAI non admissibles plus les postes non budgétaires qui peuvent entrer dans le calcul de l'APD.

<sup>ii</sup> D'après Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada, *Rapport statistique sur l'aide internationale : Année financière 2012-2013*, 2013. En ligne : <http://www.international.gc.ca/development-developpement/assets/pdfs/sr-rs-2012-2013-fra.pdf>. Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada, *Rapport statistique sur l'aide internationale : Exercice 2013-2014*, 2014. En ligne : <http://www.international.gc.ca/development-developpement/assets/pdfs/sria-rsai-2013-14-fra.pdf>.

<sup>iii</sup> Lee Berthiaume, « Hundreds of millions in foreign aid unspent last year, federal records confirm », *Postmedia News*, 1<sup>er</sup> novembre 2013. En ligne : <http://www.canada.com/business/Hundreds+millions+foreign+unspent+last+year+federal+records+confirm/9114155/story.html>. Mike Blanchfield, « Foreign Affairs Lets \$125 Million In Aid To Poor Countries Lapse », 20 novembre 2014. En ligne : [http://www.huffingtonpost.ca/2014/11/20/foreign-affairs-canada-lapsed-funds\\_n\\_6194630.html](http://www.huffingtonpost.ca/2014/11/20/foreign-affairs-canada-lapsed-funds_n_6194630.html). Jason Fekete et Lee Berthiaume, « Tories left \$9.5 billion in approved funds untouched to avoid deficit during election year », *National Post*, 10 décembre 2015. En ligne : <http://news.nationalpost.com/news/canada/tories-left-9-5-billion-in-approved-funds-untouched-to-avoid-deficit-during-election-year>.

<sup>iv</sup> Les données pour 2015-2016 sont tirées des statistiques provisoires du Rapport au Parlement sur l'aide au développement officielle du gouvernement du Canada — 2015-2016. Puisque ces chiffres n'incluent pas les données provinciales et municipales (qui contribuent à l'APD canadienne), il s'agit donc d'estimations.

<sup>v</sup> Le soutien aux réfugiés lors de leur première année au Canada est compris dans le budget global de l'aide canadienne, mais pas dans l'EAI. Par conséquent, les coûts plus élevés liés à l'établissement des réfugiés entraîneront une hausse du budget de l'aide, sans que soient augmentées les ressources affectées à la lutte contre la pauvreté dans les pays en développement.